

où il s'était réfugié il lança un appel au peuple du Brésil où il invitait celui-ci à s'apprêter à la lutte contre « le régime féodal de propriété agraire qui réduit une grande partie de la population dans un état de demi esclavage ». Le parti communiste naturellement appuya ce mouvement qui se présentait comme un mouvement d'émancipation nationale et comme « la mouche du coche » il affirma ensuite — comme il ressort des déclarations que nous avons déjà citées du Congrès de Moscou —, que c'était lui qui avait donné naissance à ce mouvement. Il ajoutait, d'autre part, que Prestés jouissait d'une grande autorité dans l'armée et près de quelques gouverneurs d'Etats, ce qui était indispensable pour le succès de la révolution.

Ce fait pour le centrisme est beaucoup plus intéressant que la constatation que son influence dans les campagnes est presque nulle et que le parti est formé de petits noyaux se trouvant dans quelques villes seulement.

C'est la même situation qu'au Mexique où le parti se réjouit « qu'un des

points d'appui de notre parti dans la lutte des masses contre le fascisme c'est l'Association des écrivains et des artistes révolutionnaires qui, avec l'aide de la Fédération des étudiants et d'autres organisations d'intellectuels et petits commerçants avait réussi à mettre sur pied un Congrès contre la guerre et le fascisme ».

**

Dans toute l'Amérique latine, il s'avère donc que les partis communistes sont incapables de promouvoir une politique de classe. Leur activité vise à « exploiter » une soi-disant lutte entre impérialistes à la remorque des partis bourgeois et petits-bourgeois « nationalistes » avec leurs politiciens démagogues qui s'appellent ou s'appelaient Sandino au Nicaragua, Calles au Mexique, Haya de la Torre au Pérou, Grovers au Chili, Prestés au Brésil, etc., etc.

La politique de scission au point de vue syndical, la confusion et le compromis au point de vue politique, voilà le bilan de l'activité centriste dans l'Amérique du Sud.

Gatto MAMMONE

Etat - Parti - Internationale L'Etat Soviétique

(Cinquième et dernière partie)

La partie conclusive de notre étude doit, à notre avis, fixer la tendance historique où peut évoluer la doctrine de la dictature du prolétariat jaillissant de l'expérience de la Révolution russe et de sa critique.

« *L'Etat et la Révolution* » de Lénine remet sur le tapis le problème de la dictature du prolétariat en se basant sur la seule expérience historique existant à cette époque, la Commune de Paris, en l'analysant également sur la base des écrits de Marx et Engels précédant et succédant à cette expérience de dictature du prolétariat. Mais les conclusions auxquelles arriva Lénine étaient fonction d'une position du problème qui ni dépassait pas et ne pouvait pas dépasser les contours de l'Etat, à tel point que nous pouvons affirmer que la révolution russe triomphe alors que la formule de la dictature du prolétariat s'identifie avec celle de la dictature de l'Etat prolétarien: Lénine n'ayant pu retirer de la critique de la Commune que des enseignements ayant trait essentiellement à la position,

à la fonction et à la lutte de l'Etat prolétarien contre les classes contre-révolutionnaires. La Commune, au surplus, ne se prêtait nullement à une analyse portant sur la question du parti car en 1871, à sa tête ne se trouvait aucunement un parti pouvant prétendre représenter la classe prolétarienne, mais un bloc de trois tendances: les blanquistes, les démocrates et les proudhoniens. Et la confusion au sujet du parti était telle que, ainsi qu'Engels le mit en lumière, nous assistâmes à cette époque à un renversement brusque des positions précédemment défendues par les deux courants spécifiquement ouvriers amenant, au sein de la Commune, les proudhoniens qui s'étaient toujours opposés à la constitution des grandes associations productives à en défendre la fondation, les centralistes blanquistes à prêcher le fédéralisme et la dissolution immédiate de tous les instruments de défense de l'Etat contre le capitalisme.

Dans l'état tout à fait primaire de l'expérience historique où, à quelques jours de la

chute de la Commune, Marx écrivit la « Guerre Civile en France », et où, 20 ans plus tard, Engels rédigea sa préface, le problème du parti n'est même pas effleuré et Lénine, reprenant la doctrine de la dictature du prolétariat, devait diriger sa critique sur le problème central issu de la Commune: la faiblesse extrême de la lutte contre le capitalisme et ses institutions. Dans le cadre de la « dictature de l'Etat », Lénine en arrivait à concevoir le dépérissement de l'Etat comme devant se vérifier par la dissociation de ce qu'Engels avait considéré être les deux branches essentielles de l'Etat, à savoir: la bureaucratie et l'armée. Au surplus, Lénine, suivant en cela Marx et plus particulièrement Engels, considérait que les mesures édictées par la Commune au sujet de l'éligibilité et l'amovibilité des fonctionnaires représentaient les prémisses nécessaires à la sauvegarde de la nature prolétarienne de l'Etat conquis par les travailleurs.

Nous croyons attribuer le fait que Lénine se soit fait, par la suite, le partisan le plus résolu d'un renforcement des pouvoirs de l'Etat Soviétique dans tous les domaines, au stade rudimentaire où se trouvait la théorie de la dictature du prolétariat au moment même où la classe ouvrière mondiale était portée, par les situations, à affirmer sa victoire dans le secteur russe de l'économie mondiale.

Dictature de l'Etat, voilà en quels termes fut réellement posé le problème de la dictature du prolétariat lors de la victoire de la révolution russe. Il est indiscutable que la thèse centrale qui ressort de l'expérience russe, prise dans son entièreté, est bien celle de la dictature de l'Etat ouvrier. Le problème de la fonction du parti est foncièrement faussé par le fait que sa liaison intime avec l'Etat conduisait progressivement à intervertir radicalement les rôles, le parti devenant un rouage de l'Etat qui lui fournissait les organismes répressifs permettant le triomphe du centrisme.

La confusion entre ces deux notions de *parti* et *d'Etat* est d'autant plus préjudiciable qu'il n'existe aucune possibilité de concilier ces deux organes, alors qu'une opposition inconciliable existe entre la nature, la fonction et les objectifs de l'Etat et du parti. L'adjectif de prolétarien ne change pas la nature de l'Etat qui reste un organe de contrainte économique et politique, alors que le parti est l'organe dont le rôle est, par excellence, celui d'arriver non par la contrainte, mais par l'éducation politique à l'émancipation des travailleurs. Si les communistes revendiquent la nécessité de l'Etat dans la phase transitoire, c'est parce qu'en se basant sur une analyse historique portant sur tous les domaines, en fonction de l'évolution producti-

ve, ils constatent que l'heure de la victoire du prolétariat n'arrive pas quand les prémisses ont mûri pour la fonction de la société communiste, mais que cette heure arrive bien avant et cela en conséquence du délabrement du régime capitaliste dans son expression mondiale. Les communistes n'ont aucune peine pour expliquer scientifiquement que les conditions pour la victoire ouvrière se réalisent auparavant dans les pays à économie retardataire et qui présentent, par cela même, les conditions les moins favorables à l'établissement de la société communiste. En marxistes, ils peuvent fort bien expliquer que le déroulement de la vie d'une société divisée en classes permettra aux bourgeoisies, disposant de l'appareil industriel le plus riche, de manœuvrer au sein de la classe ouvrière pour corrompre son effort destiné à créer un parti de classe, alors que dans les autres pays désavantagés sur l'échiquier mondial, ces possibilités sont infiniment moindres, si ce n'est inexistantes et le seul moyen s'offrant au capitalisme sera celui de la dictature ayant pour contre-partie la possibilité d'une sélection des cadres formant l'ossature du parti de la victoire prolétarienne. Enfin, leur vision internationale des situations permet aux marxistes de comprendre que le régime capitaliste s'effondre dans ses parties qui, étant les plus retardataires, sont aussi les plus faibles, et ne peuvent absorber les progrès techniques (s'étant vérifiés ailleurs sur un rythme plus ou moins graduel) qu'au prix de bouleversements sociaux et de révolutions. La loi de la révolution prolétarienne n'est donc pas régie par l'automatisme économique, mais par l'éclosion des contradictions qui briseront le mécanisme du régime capitaliste mondial en ses chaînons les plus faibles.

Ce contraste entre maturation des conditions économiques pour la société communiste et victoire du prolétariat, est à la base de la nécessité de la période transitoire et impose aux communistes de *supporter* l'existence de l'Etat. Parallèlement à cette nécessité d'ordre économique, il en surgit une autre — d'une importance analogue au point de vue historique — et qui fait que les ouvriers arrivent à devoir conquérir le pouvoir politique alors qu'ils ne disposent pas encore d'une conscience communiste s'étendant à l'ensemble de toute leur classe. En un mot, le prolétariat, qui doit hériter d'un organisme — l'Etat — qui n'est nullement conforme à la poursuite et à la réalisation de ses buts historiques, hérite aussi d'un état idéologique sortant des entrailles de la société bourgeoise, où de puissantes organisations culturelles, de presse, de religion, etc., ont fait de l'esclave économique un esclave politique et idéologique.